

Notre époque est tragique, et nous n'en sommes qu'aux prémises

écrit par Anne-Marie G | 16 septembre 2020



Les querelles sémantiques des affaires judiciaires dépassent l'entendement commun. [Dire que « allah akbar »](#) est plus criminogène que « notre père qui êtes aux cieux », ce serait donc un « appel à la haine » contre les musulmans.

N'a-t-on pas le droit d'être islamophobe comme arachnophobe ? Non, c'est un délit, pire, c'est vouloir la mort des musulmans.

Par contre, les rappeurs qui veulent niquer les Blancs et « brûler les Bébés blancs » ne font que de l'art et en aucun cas, ils n'appellent à la haine contre les Blancs.

Et si des individus de la diversité commettent de plus en plus d'actes de violence, voire des homicides, cela n'a rien à voir avec les propos incendiaires des rappeurs. Seuls les Blancs sont capables des pires horreurs, l'histoire le démontre amplement. Pas celle des cocos soviétiques, bien sûr.

L'époque que nous vivons me rappelle la chape de plomb qui pesait sur les facs dans les années 80 où le communisme était l'idéologie « indépassable » et tous les autres

courants de pensée, la pensée des « salauds », terme repris de Sartre qui a tenu longtemps le haut du pavé. Dans les années 80, il avait certes été détrôné, mais au point de vue politique, le communisme tenait bon, en tout cas « la gauche ».

Notre époque est pire, elle est comme dit Onfray, tragique, et encore nous ne sommes que dans les prémisses.

Le plus déprimant est l'état de sidération dans lequel la majorité du peuple est plongé, ne comprenant rien face à ce qui se passe, tant le discours médiatique est contraire à la perception commune. Et parce qu'il y a eu un changement de cap radical : beaucoup ne comprennent pas que nos élites gouvernent désormais la France non pas comme un Etat-nation mais dans la perspective de son rattachement progressif à l'UE, comme le pense Onfray.

Durant mes études je ne comprenais pas ce conformisme qui poussait la majorité des enseignants de fac à être de gauche et à sympathiser plus pour les cocos que pour les « sociaux-démocrates » Je suis un peu loin du sujet ? Non, je ne comprends toujours pas comment on peut accepter de perdre toute liberté d'esprit de la sorte quand on est censé faire partie des « élites » intellectuelles. Cela me dépasse. Pas plus que je ne comprends que cette « affaire » puisse être une affaire judiciaire au lieu d'une simple affaire de divergence d'opinion.

Car à supposer que des individus répondent à « l'appel à la haine » ne suffirait-il pas de dissuader par des peines sévères ainsi que le code pénal le prévoit pour tout acte de violence ?

Mais l'enjeu est autre : il faut terroriser la population autochtone en suspendant l'épée de Damoclès d'un procès pour délit de « racisme » ou « d'appel à la haine » pour tout propos à l'encontre d'une religion ou d'une culture minoritaires. La gravité incompréhensible attachée à ces délits participe à la sidération des esprits et au

confusionnisme en produisant comme une sorte d'horreur sacrée à l'égard du « délit » laquelle rappelle « les heures les plus sombres de notre histoire » et nous y ramène.

Et cela avec l'approbation tacite des vigies « intellectuelles » qui n'étant pas en cause regardent ailleurs, solidaires en fait de l'injustice qui les touchera peut-être un jour et qui en tout cas, suffit à leur faire partager l'abjection du procédé.

Mais si nous en sommes là, c'est en grande partie que nous le devons aux lois Pleven, Gayssot et Taubira. Honte aux lobbys qui les ont promus. Ils ont ouvert la voie à la réduction en peau de chagrin de la liberté d'opinion et d'expression.